

L'Allemagne, un modèle ? Notre voisin après les élections

Par **Marcel Tambarin**, Enseignant – chercheur, Maître de conférences en langues et littératures germaniques et scandinaves à l'Université Grenoble-Alpes

Quelles forces au Bundestag depuis 1949 ?

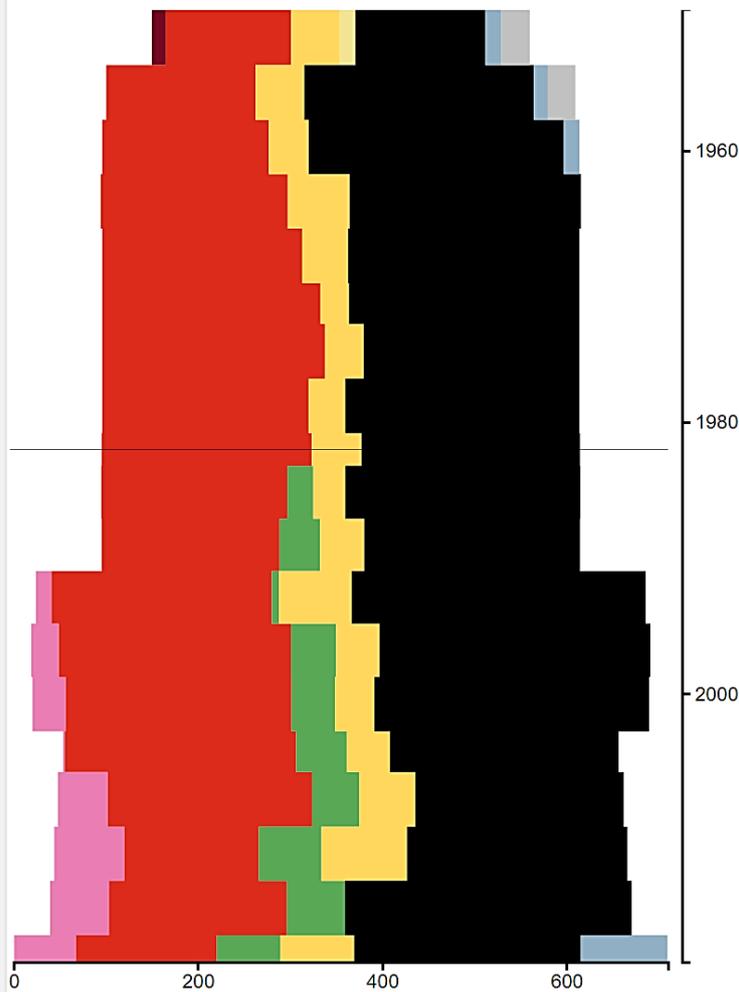
Ce graphique représente la composition du Bundestag, le Parlement fédéral allemand, des élections de 1949 à celles de 2017.

Passez votre souris au-dessus du graphique pour afficher le nombre de députés.

1998 : Union chrétienne-démocrate

> 298 députés

> tendance : centre droit

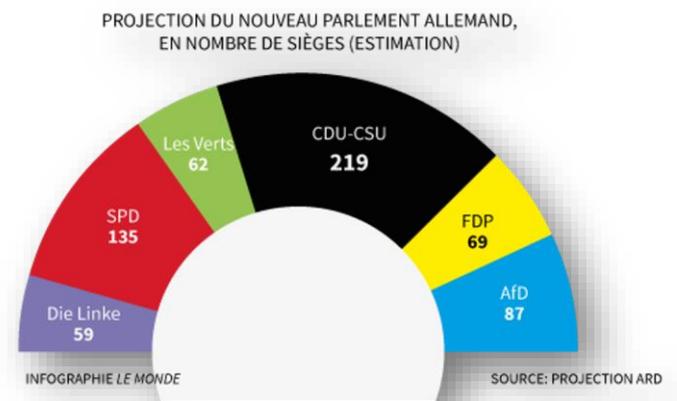


Source de l'image de gauche :

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/09/25/elections-allemandes-le-plus-mauvais-resultat-pour-le-spd-et-la-cdu-depuis-1949_5191266_4355770.html

POINT PRESSE

Elections législatives en Allemagne : victoire en demi-teinte pour Angela Merkel



Angela Merkel espérait un résultat « *un peu meilleur* » pour son parti lors des législatives allemandes, dimanche 24 septembre. Les bureaux de vote ont fermé à 18 heures, et les estimations donnent 32,5 % des voix pour la CDU/CSU, alors que les sondages lui accordaient 36 % des intentions de vote. Le SPD, de centre-gauche, réalise son pire score depuis la seconde guerre mondiale, à 20 %.

Quant au parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), il réussit son pari avec 13,5 % des voix. Les libéraux du FDP aussi. Ils reviennent au Bundestag et dépassent la barre des 10 %. Les Verts, avec 9,5 %, s'en tirent moins mal que prévu. La gauche radicale, Die Linke, est, elle, créditée de 9 %. La faiblesse du résultat de la CDU

va rendre difficile la formation d'une coalition.

Merkel en tête mais affaiblie

« *Nous sommes le premier parti, nous avons un mandat pour former le prochain gouvernement et il ne peut y avoir de gouvernement de coalition contre nous* », a affirmé Angela Merkel dimanche soir. Reconduite pour un quatrième mandat, la chancelière égale Konrad Adenauer et Helmut Kohl. Mais son parti est en

tête avec seulement 32,5 % à 33,5 % des voix, selon les estimations. Ce résultat décevant des conservateurs allemands pourrait être pire que le plus bas historique de M^{me} Merkel (33,8 % en 2009).

Les tractations vont durer plusieurs semaines, voire des mois. Jamais, dans l'Allemagne contemporaine, le vainqueur d'une élection ne s'est retrouvé sans majorité pour gouverner. Cette quête de majorité a été compliquée dès dimanche soir par le SPD, qui a décidé d'entrer dans l'opposition, après quatre ans de participation au gouvernement d'Angela Merkel.

Les Verts, comme les libéraux, ont quant à eux annoncé qu'ils consulteraient leurs bases respectives sur un éventuel projet d'accord de coalition avant de s'engager formellement. Mais les divergences entre écologistes et libéraux sur l'avenir du diesel ou l'immigration s'annoncent très compliquées à gérer. Les couleurs de la prochaine coalition auront une importance capitale pour une série de sujets brûlants, comme les réformes de la zone euro, l'avenir de la relation transatlantique ou encore la question des sanctions imposées à la Russie.

Les sociaux-démocrates s'effondrent

Le SPD se voit crédité d'environ 20 % des voix. Jamais dans son histoire d'après-guerre, le parti n'était descendu aussi bas. Son plus mauvais score remontait à 2009, avec 23 %, et il avait réussi à atteindre 25,7 % il y a quatre ans. « *Ce soir prend fin le travail avec la CDU et la CSU* », a déclaré dimanche son président Martin Schulz depuis le siège du parti à Berlin. Tirant les conséquences du scrutin, le SPD, qui gouvernait depuis 2013 avec les deux partis conservateurs, entre donc dans l'opposition.

Il s'agit d'un revers personnel pour l'ex-président du Parlement européen, propulsé en début d'année à la tête du parti pour tenter de sauver une situation déjà compromise à l'époque dans les sondages. C'est aussi l'échec d'une campagne centrée sur la justice sociale, qui n'a pas convaincu dans une Allemagne économiquement forte.

Le SPD va devoir « *repenser son approche* » et « *affronter le fait que beaucoup d'ouvriers ont tourné le dos à l'ancien "parti des ouvriers"* », affirme Michael Bröning, analyste à la Fondation Friedrich-Ebert, proche des sociaux-démocrates. Mais la marge de manœuvre du SPD, parti de centre-gauche, est étroite. L'espace est déjà occupé par Die Linke, avec lequel le SPD a jusqu'ici exclu toute alliance au niveau national en raison de l'opposition de la gauche radicale à l'OTAN ou aux missions militaires à l'étranger.

L'extrême droite entre au Parlement

Alternative pour l'Allemagne (AfD) a brisé un tabou dans le pays en récoltant 13,5 % des voix, selon les premières estimations. La formation d'extrême droite, qui ambitionnait de devancer les libéraux et les Verts lors des législatives, a réussi son pari. Elle devrait envoyer 86 à 89 députés siéger au Bundestag. Cette entrée des nationalistes au Parlement constitue un « *nouveau défi* », selon la chancelière.

« *Nous allons changer ce pays* », a lancé la cotête de liste du mouvement anti-islam et anti-migrants, Alexander Gauland, promettant de mener « *une chasse* » contre Angela Merkel. Si le parti, ostracisé par toutes les autres formations, n'a aucune chance de figurer au prochain gouvernement, l'autre tête de liste du parti, Alice Weidel, a déjà fixé ses objectifs à moyen terme : « [Être] *en mesure de gouverner dès 2021* ». Partisan d'une sortie de l'Allemagne de l'euro, l'AfD prône des positions traditionnelles sur la famille. Climato-sceptique, il réclame également l'annulation de l'accord de Paris sur le climat. Une partie de ses cadres puise volontiers dans le vocabulaire nazi et remet en cause le consensus mémoriel des Allemands fondé sur le repentir. Adeptes des tirades polémiques, M. Gauland n'a pas hésité à vanter « *les performances des soldats* » de l'armée d'Hitler.

Le parti, dont une frange souhaite un rapprochement avec le Front national français ou le FPÖ autrichien, a radicalisé son discours, à l'inverse de Marine Le Pen, qui a cherché à « *dédiaboliser* » le FN. Celle-ci a salué la percée du parti d'extrême droite, y voyant « *un nouveau symbole du réveil des peuples européens* ».

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/09/24/ouverture-des-bureaux-de-vote-en-allemande_5190385_3214.html#wwCto6HAJLB0iKGh.99